



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation
Professionnelle FORCE OUVRIÈRE

des Ardennes

SNUDI-FO – SNFOLC - SNETAA-FO

Déclaration liminaire au CSA SD du lundi 23 juin 2025

Madame la présidente, mesdames et messieurs les membres de cette instance,

Nous avons choisi de commencer cette déclaration sur ce qui nous a profondément choqué ces derniers jours :

Une agent de l'École de la République est morte, poignardée par un élève, parce qu'elle a répondu à une mission de l'Education Nationale de contrôle de sacs ...

Une agent de l'École de la République est morte, poignardée par un élève parce que les coupes budgétaires régulières ont mené à la réduction du nombre d'infirmières et de psychologues scolaires, ceux justement qui auraient pu peut-être repérer et accompagner cet élève avant ce drame.

Une agent de l'École de la République est morte, poignardée par un élève... et en réponse le ministère de l'Éducation nationale va fournir un kit pour repérer les élèves en situation psychologique fragile et nommer deux référents par établissement.

Une agent de l'École de la République est morte, poignardée par un élève et en réponse le gouvernement va interdire la vente de couteaux de cuisine à des mineurs !!

N'a-t-on pas entendu plus affligeant de la part des gouvernants ? Sont-ils si loin de la réalité ?

Si la situation n'était pas si grave on en rirait presque tant les réponses sont hors sol, inefficaces et tellement loin de nos préoccupations du terrain !! C'est tout simplement déplorable et inadmissible. Et ce qui l'est encore plus ce sont ces réponses ou plutôt ces non réponses, l'immobilisme de notre chère administration qui continue coûte que coûte à prendre toutes les mesures les plus inutiles qui soient et surtout les moins coûteuses.

Mais comme toujours, aucune politique à long terme, comme toujours, on fera fi de Mélanie, qu'on finira par ne plus nommer. Son prénom s'ajoutera à la triste liste des personnels assassinés dans l'exercice de leur fonction : Samuel, Dominique... sans oublier Christine qui a été poussée au geste ultime toujours dans l'exercice de ses fonctions, et sans oublier tous ceux qui, faute de preuves, passent sous les radars.

Et puis, au final le traitement statistique fera que : « Bon, ces situations individuelles sont à la marge », nécessité de service oblige, on prend les mêmes et on recommence...

Alors, après l'effroi, après la minute de silence, qu'est ce qui se passe ? Qu'est ce qui est mis en place pour protéger tous les personnels qui prennent des risques ? RIEN

On constatera avec effarement qu'un élève de 8 ans puisse venir à l'école avec un couteau...on constatera que **la santé mental des jeunes est en péril**, on constatera.... et quelle réponse ? RIEN

On va continuer de blablater, on va noyer une réalité de difficultés grandissante derrière un chiffre statistique minime, on va continuer de dire que tout ne va pas si mal dans l'Education Nationale ?

Mais est-ce qu'un jour on va enfin prendre conscience que les difficultés que nous traversons aujourd'hui, face à une société en crise, face à des injonctions contradictoires, sont en grande partie dues aux décisions politiques dévastatrices menées dans l'Education Nationale depuis des années ? Est-ce qu'on va continuer de toujours tirer à boulet rouge sur les personnels de terrain qui sont au final les

seuls qui œuvrent au quotidien face aux élèves ? Les seuls qui dénoncent ce qui ne fonctionne pas et qui réclament de l'aide humaine sur le terrain ?

Et dans le même temps on va continuer de dire que ce sont les gens de terrain, toujours les mêmes, qui ne savent pas bien faire ... ? et qu'on doit les former ? sur le temps hors classe évidemment...

Quel message doit-on comprendre ? Quelles pseudo-solutions vont encore tombées ? En prévention on sait qu'il y a urgence, plan harcèlement, on va faire des fleurs du comportement, ok ... Mais devant cette montée de violence réelle, on fait comment ? On prend les coups ? A quand donc une formation des personnels pour apprendre à esquiver les coups, à savoir se sortir de situations dangereuses ? Enfin là, 3 heures derrière un ordinateur ne seront pas suffisantes pour clamer qu'on a formé les personnels ! Ah non ! Là il faudrait un peu plus que des « formations » au lance pierre comme sait si bien le faire l'Education Nationale. Et évidemment un peu plus que sur les temps du mercredi, ah mais non, pas sur le temps de travail devant élèves, surtout pas, faudrait pas non plus qu'on soit placés dans des bonnes conditions pour se former ! Non, non ce qu'il faut ce sont des formations en plus qui se surajoutent à notre temps de travail, ah beaucoup plus efficaces, ah ben tiens, pourquoi pas pendant les vacances scolaires ? Hein tous ici nous savons à quel point notre métier n'est pas fatigant, ni usant, à quel point les temps du mercredis, ne sont pas nécessaires à l'organisation de nos semaines de travail ou à notre santé mentale, à quel point nous ne sommes absolument pas fatigués après 6 heures non-stop devant élèves, à quel point nos vacances peuvent être rognées tant nous en avons et pendant lesquelles nous ne travaillons jamais pour nos classes. Evidemment ici, tout le monde le sait et puis n'oublions pas à quel point nous sommes corvéables à merci, à quel point nos heures de travail sont finalement illimitées, et à quel point nous sommes tellement bien considérés !! Heureusement que l'ironie existe pour dépeindre la réalité de ce que nous vivons au quotidien.

L'urgence de la situation dans l'Education nationale, tant au niveau du mal-être et des problèmes de santé mental des élèves que des personnels, exigerait vraiment une réelle politique de prévention, une réelle politique de choix qui ne seraient pas des mesurètes, de choix qui permettraient aux personnels d'exercer dans des conditions descentes, et qui seraient efficaces...

En y mettant les **moyens humains**, en diminuant les effectifs par classe, en créant le nombre d'infirmières et de psychologues scolaires nécessaires, en créant des postes d'enseignants spécialisés nécessaires (mais bel et bien devant élèves, pas en tant que personnel ressource) en créant des brigades de remplacement pour venir en aide aux enseignants dont la mission est empêchée par les EHP par exemple. Et bien au lieu de cela, en ce jour comme dans tant d'autres départements, seront actés, contre notre volonté, des fermetures de postes d'enseignants devant classe, et aucune création de poste G, ou d'une brigade de remplaçants et des créations de postes hors élèves. CQFD

Nous revendiquons :

- L'abandon des suppressions de postes et la création de tous les postes nécessaires d'enseignants, de psychologues, d'infirmières et de médecins scolaires ;
- La création d'une brigade d'intervention de remplaçants chevronnés et spécialisés pour venir en aide aux enseignants qui en ont besoin en temps réel. 4 postes pourraient y être alloués dans notre département.
- De ne pas créer des postes administratifs sur les supports de postes enseignants.
- L'arrêt de la destruction de notre école, l'arrêt des réformes et contre-réforme inutiles.
- D'être rémunérés à la hauteur des responsabilités que nous assumons seuls sur le terrain par une augmentation de la valeur du point d'indice qui puisse rattraper les 25 dernières années.
- L'augmentation du taux d'encadrement des élèves (un des plus bas de l'OCDE) qui soit calculé en prenant en compte seulement les personnels qui sont face aux élèves.

- La création de postes nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux pour y accueillir les 24 000 élèves qui bénéficient aujourd'hui d'une notification mais qui n'y trouvent pas de places
- l'abrogation du jour de carence et le retour à une indemnisation à 100% des jours d'arrêt maladie ;
- Un statut de fonctionnaire et un temps plein de 24 heures pour les AESH rémunérées à la hauteur de la difficulté de leur mission
- Le retrait de l'Acte 2 de l'École inclusive, l'abandon des PAS et des PIAL.

Nous vous remercions.